

SE COMPRENDRE

N° 03/04 – Avril 2003

L'Islam est passé à l'Ouest

Olivier Roy

*Né en 1949, agrégé de philosophie et chercheur au CNRS, Olivier Roy s'est imposé comme un des meilleurs spécialistes de l'Afghanistan en publiant en 1985 aux éditions du Seuil : **L'Afghanistan. Islam et modernité politique**. Son champ de recherches s'est ensuite élargi à l'ensemble de l'Islam et aux réseaux islamistes dans le monde. Son livre **L'échec de l'Islam politique** (Seuil, 1992) s'achevait sur un constat négatif en soulignant l'incapacité du néo-fondamentalisme musulman à comprendre la modernité. Mais il refusait toute idée de choc des civilisations : La culture qui menace la société musulmane n'est ni juive, ni chrétienne, c'est une culture mondiale de consommation et de communication – laïque, athée et vide – qui ne porte en elle ni valeurs ni stratégie : c'est un code, non une civilisation... Aux polémiques que suscita cet ouvrage répondirent, en septembre 2002, **Les illusions du 11 septembre** (Seuil) et **l'Islam mondialisé** (id.). Nous remercions vivement la revue **Esprit** de nous autoriser à reproduire l'introduction de ce dernier livre, parue dans sa livraison d'Août-septembre 2002.*

L'Islam est définitivement passé à l'Ouest. Non pas sous la forme d'une conquête ni de conversions massives, mais par un déplacement volontaire de populations musulmanes, venues chercher du travail ou de meilleures conditions de vie en Occident. Cette situation d'Islam minoritaire n'est pas totalement inédite, mais elle prend d'autant plus d'importance que l'espace musulman traditionnel est aussi traversé par le phénomène de la mondialisation. C'est au moment où les frontières entre grandes civilisations s'effacent que l'on voit apparaître des théories et des mouvements qui visent justement à redonner vie à ces fantômes : du « clash » au « dialogue » des civilisations, en passant par le communautarisme sous toutes ses formes, ethnique ou religieux, ce sont de nouvelles frontières qui s'établissent, mais dépourvues de tout territoire concret. Elles se fixent dans les esprits, les comportements et les discours. Elles sont revendiquées avec d'autant plus de violence qu'elles sont à inventer.

En ce sens, les questions que nous nous posons ici ne sont pas propres à l'Islam. On peut les énoncer ainsi : réinvention d'une communauté religieuse idéale, fondée sur la seule pratique de la foi et sur l'adhésion personnelle, à l'exclusion de traditions et de cultures spécifiques propres à un pays ou à un espace géographique ; avènement d'une religiosité perçue comme la réalisation de soi ; adhésion totale et brutale à une vie fondée sur la seule pratique religieuse ; perception de son propre groupe religieux comme minoritaire et menacé par un environnement hostile (qu'il s'agisse d'autres religions

ou de l'absence de religion) ; demande faite aux différents États de reconnaître l'identité d'une communauté religieuse en tant que telle, même lorsqu'elle est majoritaire ; quête de sens dans le retour aux fondements de la Révélation, en contournant philosophie, culture et histoire ; et enfin, statut de vérité absolue donnée à la religiosité personnelle et à la foi (celle du *born again*) contre le savoir savant. Tout cela se retrouve aujourd'hui également dans le christianisme.¹ L'objet de ce livre est justement d'étudier la transversalité des évolutions de l'islam contemporain : comment, à partir d'une Révélation et d'une histoire propres, l'islam est-il traversé par des tendances que l'on retrouve dans les autres grandes religions ? Mais cette transversalité s'étend aussi aux formes de violence des radicaux islamiques qui relèvent plus d'un espace de contestation anti-impérialiste que d'une tradition religieuse.

La « réislamisation » ambiante est loin de n'être qu'une protestation identitaire (comme on l'a dit à propos des effets du conflit israélo-palestinien dans l'opinion des musulmans de France) ou une synthèse permettant de concilier fidélité à ses origines, modernité et autonomie individuelle (comme on a pu le montrer dans l'affaire du voile.² Elle est aussi partie prenante d'un processus d'acculturation, c'est-à-dire d'effacement des cultures d'origine au profit d'une forme d'occidentalisation. La réislamisation accompagne ce processus d'acculturation, bien plus qu'elle n'est une réaction contre lui : elle permet de le vivre et de se le réapproprier. La réislamisation, c'est la conscience que l'identité musulmane, jusqu'ici simplement considérée comme allant de soi parce que faisant partie d'un ensemble culturel hérité, ne peut survivre que si elle est reformulée et explicitée, en dehors de tout contexte culturel spécifique, qu'il soit européen ou oriental. Elle est liée à la volonté de définir un islam universel, au-delà des cultures spécifiques, dont la fragilité et l'historicité deviennent soudain évidentes.

Assurément, l'âge d'or de la civilisation arabo-musulmane reste valorisé par opposition à la période coloniale : mais cette nostalgie suppose qu'il y a eu décadence. *What went wrong ?*, comme le dit le titre d'un livre de Bernard Lewis - Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Pourquoi la « meilleure des religions » est-elle aujourd'hui l'apanage de peuples autrefois massivement colonisés et aujourd'hui régulièrement humiliés, tant par la supériorité militaire de leurs adversaires (de la Palestine à l'Irak) que par l'autoritarisme et l'incompétence de leurs régimes politiques ? Pourquoi l'islam est-il en Europe la religion dominante dans les espaces d'exclusion sociale ? Le discours de la nostalgie, qui évoque l'âge d'or de l'islam des califes, n'apporte aucune explication, sinon celle du complot (colonial ou sioniste), d'autant que cette civilisation classique arabo-musulmane n'est justement pas une culture d'origine, mais une reconstruction un peu mythique et parfois scolaire. On assiste donc aujourd'hui à une volonté de faire table rase, et pour cela le discours du fondamentalisme est un excellent outil : il réfute le passé, dépasse les divisions contemporaines et propose un modèle universel qui va dans le sens de l'acculturation générale des sociétés actuelles.

Le déracinement se traduit plus par la quête de l'universalité que par la nostalgie d'un pays ou d'une société, qui ne sont de toute façon pas des modèles positifs (comme l'Algérie ou le Pakistan aujourd'hui), et que l'on fuit pour trouver une vie meilleure en Europe ou en Amérique. Comment penser ensemble le ressentiment envers l'Amérique et la queue devant les consulats américains pour obtenir un visa ? Cette quête de l'universalité se fait bien contre la culture d'origine, mais aussi contre la « culture occidentale » que l'on s'efforce de ramener, elle aussi, à un cas historique spécifique. La critique des prétentions de la civilisation européenne des Lumières à être universelle (en particulier dans sa définition des droits de l'homme) est récurrente chez les intellectuels musulmans d'aujourd'hui, mais elle se double aussi d'une prise de distance par rapport aux cultures spécifiques de l'histoire arabo-musulmane, que l'on ne veut pas confondre avec le message coranique.³ L'islam en Europe se donne d'emblée comme « désincarné » culturellement et socialement, c'est-à-dire comme refusant d'être une religion « ethnique » et l'expression d'une culture d'importation, ce qui serait d'ailleurs en contradiction avec son message d'universalité. Les musulmans pratiquants ne veulent pas se définir comme arabes, turcs ou pakistanais, mais comme musulmans, esquivant aussi par là même la différenciation sociale et économique qui à la fois les divise entre eux et les sépare du reste de la

¹ Voir Danièle Hervieu-Léger, *la Religion pour mémoire*, Paris, le Cerf, 1993

² Voir Farhad Khosrokhavar, *L'Islam des jeunes*, Paris, Flammarion, 1997

³ Le refus explicite de cette confusion se trouve aussi bien chez des réformistes vivant en Occident (comme Mohamed Arkoun ou Tariq Ramadan) que chez les néo-fondamentalistes (comme les prédicateurs du *Tabligh*)

société. Mais, ce faisant, ils posent à leur tour la question lancinante qui a travaillé les anthropologues et les historiens occidentaux : y a-t-il une essence de l'islam au-delà de ses incarnations culturelles ?

L'islam et la mutation du champ religieux

Dans l'étude des sociétés musulmanes, des mouvements politiques islamistes ou de tout ce qui se fait au nom de l'islam, on tend un peu trop à prendre au mot les acteurs et à faire de l'islam le critère explicatif par excellence. Le statut de la femme, le terrorisme, le manque de démocratie seront analysés en termes de religion ou de culture islamique. L'islam est ainsi perçu comme un système clos qui s'expliquerait à partir de sa propre histoire, de ce que dit ou dirait le Coran ou bien de ce qui se passe au Moyen-Orient. La plupart des événements impliquant des musulmans sont référés à l'islam : que dit l'islam sur les attentats-suicides (à propos de la Palestine), que dit le Coran sur le *jihad* (à propos de Ben Laden), que dit l'islam sur la femme ? L'envolée en France, après l'attentat du 11 septembre 2001, des ventes de traductions du Coran montre comment tout un chacun va à la pêche des citations qui prouveraient si oui ou non l'islam est radicalement violent et conquérant, tandis que des musulmans modérés et des non-musulmans de bonne volonté (encouragés cette fois par une classe politique qui a compris, tant en France qu'aux Etats-Unis, que les musulmans sont désormais des électeurs) s'efforcent de montrer en quoi les sectateurs de Ben Laden se sont égarés et ne savent rien de l'islam.

Mais la question n'est pas de savoir ce que dit vraiment le Coran, car, comme tout texte sacré, son sens est ambivalent et dépend de la lecture et de l'interprétation qu'en font les hommes. La Bible a pu servir à justifier autant l'Inquisition que François d'Assise. Le Coran, comme tout texte religieux, peut faire l'objet de lectures différentes (on soulignera, selon le contexte contemporain, tel verset qui appelle à respecter juifs et chrétiens, ou tel autre qui les considère comme des adversaires irréductibles)⁴. Ce qui compte, c'est ce que les musulmans disent que le Coran dit ; et la diversité de leurs réponses, en l'absence d'une Église centralisée, montre bien l'inanité de chercher une vérité unique, même si chacun, bien sûr, se réclame de cette vérité.

Alors, si l'on veut comprendre, il faut laisser le Coran aux théologiens et revenir aux musulmans et à leurs pratiques concrètes. Il est évident que les militants islamiques inscriront leur action dans la continuité de la tradition coranique, mais il est tout aussi vrai que l'on ne peut comprendre le monde musulman d'aujourd'hui que de manière transversale : l'islam s'inscrit désormais dans des continuités et des ruptures qui sont propres à l'ensemble des religions et des sociétés contemporaines. L'islam des musulmans d'aujourd'hui n'est pas un isolat culturel, c'est un phénomène global, qui subit et accompagne la mondialisation. Des phénomènes aussi complexes que l'individualisation de la relation à la religion ou la communautarisation du groupe religieux (selon une logique du « nous et les autres ») se retrouvent dans le christianisme ou le judaïsme.

Mais tout le discours culturaliste repose sur une confusion constante entre culture et religion et finit par tourner en rond en choisissant de faire de la culture ou de la religion la cause déterminante. On ne saisit alors au mieux qu'une corrélation propre à un moment de l'histoire et qui ne se répète jamais. On peut bien établir des corrélations (entre capitalisme et protestantisme par exemple sur le modèle de Max Weber), mais il devient délicat d'en faire des causalités. Si le protestantisme a favorisé le développement du capitalisme, pourquoi le premier est-il apparu et s'est-il développé en Europe du Nord ? Il y aurait donc quelque chose préexistant au phénomène religieux et dont celui-ci ne serait qu'une expression.⁵ Si la prégnance des clans (*açabiyya*) sur la logique étatique est liée à l'islam, pourquoi ce modèle domine-t-il la Sicile catholique et non l'Espagne du Sud, soumise autrement plus longtemps à l'influence musulmane ? Pourquoi la Turquie musulmane a-t-elle développé un système étatique moderne ? Est-ce parce que les Turcs ne sont pas des Arabes ? Dans ce cas, le vrai facteur du retard politique n'est pas alors l'islam, mais la culture « arabe ». En un mot, toutes les explications par la religion sont en fait tautologiques et circulaires.

⁴ La polémique portant sur l'interprétation est une constante de l'exégèse. C'est ainsi qu'un petit ouvrage a poussé l'exercice jusqu'à la limite de la provocation : *Le statut des moines*, publié en 1997 par Nasreddine Le Batelier, alias Yahia Michot, veut démontrer que l'assassinat des moines de Tibhirine par le GIA peut très bien être justifié théologiquement en s'appuyant sur Ibn Taymiyya !

⁵ C'est la thèse d'Emmanuel Todd qui pense que la structure familiale détermine le choix de la religion...

Il y a bien sûr une spécificité islamique, mais, pour la comprendre, il faut d'abord mettre au jour ce qui n'est pas spécifiquement islamique et comparer ce qui est comparable. Par exemple, comme le montre Daniel Cohen, le retard économique imputé à l'islam perd son évidence si l'on compare chaque pays musulman à son voisin non musulman plutôt qu'à l'Occident (Indonésie et Philippines, Inde et Pakistan, Kosovo et Macédoine, Mali et Centrafrique) : la Malaisie islamique a un revenu par habitant légèrement supérieur à son voisin thaïlandais, tandis que Sénégal et Côte-d'Ivoire ont des revenus par habitant comparables, comme l'Inde et le Pakistan. Les indices de fécondité montrent aussi qu'il n'y a pas de spécificité démographique musulmane, contrairement à un cliché des plus courants aujourd'hui (l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé, à un indice de 2,6 enfants par femmes, alors que les Philippines catholiques atteignent 3,6 en 2000). De même, la fécondité des populations immigrées tend, en une génération, à s'aligner sur celle des pays d'accueil. Ce qui fait sens, c'est la zone géographique ou les catégories sociales, et non l'espace culturel. La notion chère à Huntington de civilisation fondée sur la religion n'explique rien.

L'occidentalisation des comportements sociologiques (mariage, fécondité) va souvent de pair avec une occidentalisation des valeurs (insistance sur l'individu, sur la réussite professionnelle), mais il ne s'agit pas forcément de l'adaptation d'un système de valeurs homogène (car le monde occidental est très partagé quant à ses propres valeurs, et une société comme la France juxtapose des systèmes de valeurs antagoniques, au moins depuis 1789). Les valeurs républicaines dont on nous rebat les oreilles et qui sont censées définir le socle commun et consensuel de la société française d'« avant » (avant quoi d'ailleurs ? avant la globalisation, le libéralisme, l'immigration...?) sont des mythes que partageaient fort peu la gauche communiste, la droite nationale ou bien la hiérarchie catholique.

Ce qui est nouveau dans l'islam en Occident, c'est l'insistance sur la notion de valeur, au détriment de la loi : on cherchera par exemple à définir sa foi par rapport à un discours éthique et non pas seulement par le respect de normes juridiques. Bref, même quand le discours est très conservateur (opposition à l'homosexualité, à l'avortement), il va se définir, dans l'islam en Occident, en termes de valeurs plus qu'en termes de respect strict de la *charia*. C'est évident par exemple pour l'avortement, qui ne fait jamais l'objet d'un débat de société dans le monde musulman traditionnel, mais qui va être repris comme thème commun de défense des valeurs religieuses par des musulmans et des catholiques conservateurs en Europe, contre la permissivité, même si l'avortement n'est pas condamné par les docteurs de la loi islamique en termes aussi vigoureux que par le Vatican. La soudaine flambée de procès anti-homosexuels en Egypte est paradoxalement un signe de l'occidentalisation du discours sur les valeurs : ce qui était interdit, mais vécu dans le non-dit, devient soudain un enjeu de société parce que, pour s'affirmer face à l'Occident, il faut tenir un discours à la fois explicite et symétrique, donc reprendre à son compte les catégories de l'autre, même si c'est pour leur assigner un signe négatif.

On touche ici à un malentendu fréquent : l'idée que l'occidentalisation de l'islam conduit forcément à une « libéralisation » de l'islam. En fait, l'occidentalisation est non seulement compatible avec un nouveau discours fondamentaliste mais peut même le favoriser tout en adoptant largement une vision occidentale des valeurs et des enjeux (défense de la famille et non plus strictement des *huddud*, punitions pour les fautes commises contre Dieu). L'occidentalisation de l'islam n'a rien à voir avec une réévaluation des dogmes. Ce qui change, c'est la religiosité, pas la religion : c'est le rapport personnel que le croyant entretient avec la religion, la manière dont il la formule et la met en scène, et pas le contenu des dogmes. D'ailleurs, si toute modernisation devait entraîner une libéralisation théologique, on s'en serait aperçu avec le christianisme et le judaïsme.

Cependant reste un problème réel : l'absence apparente de penseurs réformateurs musulmans. En fait, on est ici encore dans le trompe-l'œil : il y a de nombreux penseurs modernes et audacieux (Arkoun, El Fadl, Soroush, Kadivar). La question n'est pas celle des auteurs, mais des lecteurs. Pourquoi les réformateurs sont-ils si peu lus ? Parce que leur approche, qui vise justement à mettre en place une nouvelle orthodoxie, donc un nouveau savoir académique, n'intéresse guère des acteurs qui sont au contraire dans le bricolage et l'instrumentalisation d'un islam à usage immédiat (vivre sa foi ici et maintenant), voire parfois adossés à des stratégies politiques au sens large, de la communautarisation à l'action radicale. Bref, la crise de l'autorité et la fragmentation qui caractérisent l'islam d'aujourd'hui ne sont pas favorables à la diffusion d'une nouvelle théologie. Cet anti-intellectualisme se retrouve par ailleurs dans les mouvements charismatiques chrétiens.

Revenons donc aux acteurs et aux discours et pratiques des musulmans concrets. Le défi de l'occidentalisation est évidemment clairement identifié. Mais, dans les faits, l'occidentalisation est vécue sans drame par la masse des croyants, bien qu'elle ne fasse presque jamais l'objet d'une réflexion théologique, même si toute une tradition d'exégèses et de *fatwa* (lesquelles ne sont pas des condamnations mais de simples avis juridiques) a permis aux musulmans de s'adapter aux différentes époques et sociétés. En revanche, elle est récusée par les activistes, qui ont tous en commun de vouloir tracer une frontière claire et nette entre l'impiété (*kafir*) et la vraie religion (*din*). Mais derrière leur prétention à se référer à la seule époque du Prophète et à refuser toute influence du monde non musulman, ils voient bien dans la globalisation une opportunité pour reconstruire l' *umma* (communauté universelle des croyants); ils transforment leur faiblesse (être des produits marginaux de la globalisation) en stratégie (reconstruire l' *umma* sur les ruines des cultures existantes). L'échec est sans doute inscrit dans la tentative même, comme il l'était chez les islamistes et leur projet d'Etat. En effet, leur vision manichéenne, commune d'ailleurs à la plupart des critiques de la globalisation, les amène à construire une alternative islamique dans l'imaginaire, dont le délire d'un Ben Laden n'est qu'une variante sanglante. L'échec permanent de toutes leurs utopies, sous les formes millénaristes ou suicidaires, amènera bien tôt ou tard un examen de conscience.⁶

La nouveauté apportée par le passage à l'Ouest de l'islam, c'est la déconnection de l'islam comme religion d'avec une culture concrète. Cela conduit les acteurs à devoir reformuler par eux-mêmes une religion qui n'est plus portée par l'évidence sociale. Cette démarche est d'abord individuelle, car les instances collectives (parents, pression sociale, corps des oulémas, législation étatique) ne fonctionnent plus, ni pour dire ce qu'est l'islam ni pour imposer un certain conformisme du comportement et des pratiques. Fidéisme, auto-proclamation, quête individuelle du salut, anti-intellectualisme, recherche d'une éthique quand la norme juridique ne fait plus sens : on retrouve ces traits dans d'autres religions. Le fondamentalisme protestant américain et le mouvement charismatique insistent sur cette jouissance de la foi, sur le vécu du religieux comme rencontre personnelle entre soi et Dieu. Mais les conséquences sont les mêmes : on passe d'un universel à une communauté particulière. Alors que tout le monde (baptisé ou circoncis) était censé être membre de l'Eglise ou de l' *umma*, il faut aujourd'hui prouver sa foi, ce qui revient souvent à l'exhiber.

Naguère, pour se marier à l'Eglise, il suffisait de produire un acte de baptême, et, pour se convertir à l'islam, de dire la *shahada* (la profession de foi) devant témoins. Aujourd'hui l'Eglise exige de plus en plus que l'impétrant prouve sa foi, qu'il adhère à une communauté, une paroisse, un groupe d'approfondissement de la foi. Parallèlement, en Algérie et même en Tunisie laïque, le non-musulman qui veut se convertir (surtout pour épouser une musulmane) devra passer par un processus de catéchèse, même si ce n'est inscrit dans aucune loi. On sait aussi comment le rabbinat de France refuse désormais les conversions de circonstance, qui ne posaient pas tant de problèmes au milieu du siècle. Cela peut paraître aller de soi, mais c'est nouveau : de plus en plus, le croyant se vit comme appartenant à une communauté restreinte au sein de la société, voire à une minorité où son statut de croyant l'emporte sur toute autre identité. La fin d'un certain conformisme social au profit d'un engagement personnel fait passer la religion du statut de composante (éventuellement dominante) de la société tout entière à celui de communauté fondée sur la volonté explicite d'en être membre. Les catholiques en France tendent à se définir non plus comme l'expression même de la culture française, mais comme une communauté en face d'une société majoritairement laïque. Cette minorisation du croyant se déroule aussi dans des pays d'islam majoritaire comme la Turquie, où un intellectuel comme Ali Bulaç demande la restauration du système ottoman des *millet* (communautés ethno-religieuses gérées par le droit personnel propre à leur religion), mais en y ajoutant le *millet* des ... athées, qui accepteraient de vivre selon les lois kémalistes, alors que les « musulmans » seraient libres de choisir la *charia*.

Cette reformulation de la religion comme « simple » religion pose le problème récurrent de la confusion constante entre religion et culture, comme on la retrouve dans l'expression absurde de monde « arabo-musulman ». Cette dernière soit exclut les chrétiens arabes, voire les juifs arabophones, soit elle sépare les Arabes (quelle que soit leur religion) des autres musulmans, ce qui, dans les deux cas, ne permet pas de définir ce que serait une culture strictement musulmane et

⁶ Voir le livre d'Abdelwahab Meddeb, *la maladie de l'islam*, Paris, le Seuil, 2002

différente de la culture arabe en général. Le plus souvent, les termes mis en parallèle avec « islam » ou « musulman » ne sont pas « chrétien », mais « européen » ou « occidental ». Si l'Occident n'est pas le christianisme, pourquoi l'islam devrait-il être l'Orient? Le paradoxe est que, au moment même où le passage à l'Ouest de l'islam entraîne une crise des cultures d'origine, les identités se recomposent en Occident dans une nouvelle confusion entre religion et ethnicité, où le terme « musulman » ne désigne pas un croyant mais devient le marqueur d'une identité néo-ethnique (ou pseudo-ethnique), et crée en miroir des catégories identitaires fonctionnant sur le marché occidental, pour classer justement les descendants de l'immigration. Ce mythe du multiculturalisme sert souvent à recréer une « communauté musulmane » mais constituée de l'extérieur, et souvent mise en avant à l'occasion de crise internationale, comme celle du Proche-Orient. Ainsi, quelle que soit la reformulation identitaire, on n'échappe pas à la globalisation, mais il y a différentes manières de se positionner par rapport à elle.

En fait, le malaise actuel montre le découplage entre islam, politique et culture, et l'assomption d'un islam qui ne serait que religion. Le paradoxe est que les acteurs du découplage sont précisément ceux qui veulent, ou voulaient, voir dans l'islam une religion totalisante, qui donc ne sépare pas la religion de la politique. De manière sans doute provocante, on peut dire que les véritables acteurs de la sécularisation de l'islam aujourd'hui ne sont pas tant les musulmans « laïques », car ils sont en dehors de la reformulation du religieux, mais bien les islamistes et les fondamentalistes, parce qu'ils tentent de remédier à la coupure croissante entre culture et religion par une exacerbation de la religion, qui ne conduit qu'à la détacher un peu plus du politique et du culturel. Cette évolution se marque, en négatif, par la réintroduction par les islamistes de l'autonomie du politique et par la mise en avant par les néo-fondamentalistes des valeurs et de la culture. C'est sans doute cela le malentendu : l'islam ne va pas à rencontre du processus de sécularisation, mais il y va à reculons, ce qui dans le fond n'a rien d'étonnant pour une religion.

L'occidentalisation et la violence

Cette modernité se retrouve aussi dans les relations entre islam et violence, même si, encore une fois, les radicaux sont les premiers à vouloir ancrer leur violence dans une tradition islamique qu'ils inventent plus qu'ils ne la redécouvrent. Mais ils le font souvent au prix de ce qui ressemble bien à une innovation - un comble pour des fondamentalistes : la priorité qu'ils accordent au *jihad*, en en faisant une obligation personnelle, donc s'imposant à chacun et à tout moment, alors que la tradition a toujours considéré qu'elle était collective, c'est-à-dire limitée dans le temps et dans l'espace et incombant à ceux qui sont menacés par l'ennemi. Loin d'être une expression communautaire, la violence exercée au nom de l'islam aujourd'hui se dit et se pratique sur la base d'un engagement individuel. Ce surinvestissement du *jihad* est récent : il remonte à Saïd Qotb (mort en 1966) et aux groupuscules égyptiens des années 1970, dont a fait partie Mohammad Abd al-Salam Farrag.⁷ La frange néo-fondamentaliste qui partage cette idée est qualifiée de jihadiste, par exemple celle de Ben Laden.

On fait souvent remarquer que la plupart des conflits contemporains mettent en jeu des musulmans. Mais une approche plus précise montre qu'en règle générale les conflits ne sont jamais déterminés par l'islam, même si celui-ci contribue à les surdéterminer. Les Serbes ont mis en avant le facteur islamique quand ils ont attaqué les Bosniaques, mais non pas quand ils ont agressé les Croates : dans les deux cas, le conflit est en fait ethnico-national, comme pour le Kosovo en 1999, où Slaves et Tsiganes islamisés se sont trouvés dans le camp serbe, tandis que les Albanais chrétiens ont fait front avec les musulmans. Il est vrai que les acteurs eux-mêmes mobilisent parfois une symbolique islamique en faveur de leur cause. Mais la lutte des Tchétchènes, comme celle des Palestiniens, est avant tout une lutte pour la libération d'un peuple. En Palestine, chrétiens ou laïcs (Front populaire pour la libération de la Palestine, le FPLP, fondé par un chrétien, Georges Habache) sont tout autant impliqués que les musulmans, y compris dans les attentats-suicides. En Indonésie, tous les conflits sont ethniques. Lorsqu'ils opposent des musulmans au pouvoir central (revendication de l'autonomie pour la province d'Aceh), personne ne mentionne l'islam; lorsqu'ils opposent une ethnie chrétienne et une ethnie musulmane, on parle tout de suite de guerre de religions, comme dans les Moluques. Cela

⁷ Il avait fait du *jihad* une obligation au même titre que les cinq obligations classiques du croyant : profession de foi, prière, pèlerinage, aumône et jeûne

corrobores deux phénomènes que nous étudions ici : la primauté des déterminations ethniques et nationales, mais aussi l'instrumentalisation des *jihad* périphériques par les néo-fondamentalistes pour donner corps, par défaut, à l'*umma* universelle.

La ligne de fracture entre le Nord et le Sud, entre l'Europe et le tiers monde, passe par des pays musulmans, ce qui explique que des conflits qui sont des séquelles typiques de l'impérialisme (Tchéchénie) ou de la dissolution d'empire (Balkans) sont analysés selon une grille religieuse alors qu'ils sont ethniques et nationalistes. Cet héritage colonial se retrouve aussi, bien sûr, dans la question de l'immigration, surtout dans la mesure où elle se double d'un sentiment d'exclusion sociale. La révolte de certains jeunes de banlieues peut prendre une coloration islamique, puisque l'islam appartient au répertoire de l'altérité (affaire Kelkal, gang de Roubaix). Mais ici aussi on exagère la dimension islamique, souvent dans une perspective politique (déclaration d'Ariel Sharon, en février 2001, poussant les juifs français à rejoindre Israël, par exemple). La violence dans certaines banlieues françaises est parfois associée à l'islam, surtout lorsqu'elle se double d'actes antisémites, mais les mouvements islamiques français ne sont jamais associés à cette violence, qui est le fait de jeunes marginaux qui se désintéressent de l'islam, même s'ils vont jouer sur les peurs des « nantis » (on se réclame de Saddam Hussein en 1990, de Ben Laden en 2001). Et on oublie bien sûr que la violence propre à ces espaces d'exclusion sociale existe dans des contextes où il n'y a pas de musulmans (les ghettos noirs américains, par exemple). En fait, le radicalisme islamique ne peut pas se comprendre si l'on ne voit pas qu'il reprend (et islamise) un espace traditionnel de contestation, aussi bien dans l'anti-impérialisme que dans la mobilisation des espaces d'exclusion sociale, ou dans la radicalisation de jeunes intellectuels. Toute aggravation du conflit palestinien, toute intervention militaire américaine dans la région ne peuvent que renforcer un anti-américanisme partagé désormais par toutes les couches de la population musulmane, ce qui explique le passage à l'acte de ses membres. Mais cette violence n'est pas islamique, elle est anti-impérialiste; nous sommes encore dans les séquelles de la décolonisation, qui retrouve soudainement une nouvelle dimension avec l'hégémonie américaine.

Deux choses sont frappantes : il y a chez Ben Laden à la fois une profonde nouveauté et une certaine tradition, mais qui ne s'appliquent pas forcément à ce que l'on pourrait croire. La nouveauté est dans les formes de combat : l'action du kamikaze. Elle est complètement absente de la tradition islamique orthodoxe (le martyr est celui qui meurt au combat, et non pas celui qui cherche délibérément la mort) et est apparue au cours des années 1980, dans les mouvements chi'ites comme le Hezbollah libanais, avant de s'étendre tout récemment aux sunnites. Mais ce type de terrorisme n'est pas propre au monde islamique : on le retrouve à la fois chez les *Tigres* tamouls au Sri Lanka et chez des militants palestiniens laïques comme ceux du FPLP. À bien des égards, Ben Laden est en rupture avec la tradition musulmane (même des cheikhs proches de lui condamnent les attentats-suicides). Il renoue au contraire avec des formes récentes d'un terrorisme bien laïque et souvent occidental, tant dans ses cibles (l'impérialisme américain) que dans ses formes d'action (le détournement d'avion).

Ce qui caractérise nombre des hommes de la seconde génération d'*Al-Qaïda* (recrutés après 1992), c'est précisément la rupture d'avec le monde musulman qu'ils prétendent pourtant représenter. Tous ont quitté leur pays d'origine, pour se battre ou tout simplement vivre et étudier ailleurs. Tous ont rompu avec leur famille : il suffit de comparer la fierté des parents d'un kamikaze palestinien ou libanais avec l'incompréhension des familles des auteurs de l'attentat contre le *World Trade Center* (elles disent d'ailleurs avoir perdu le contact avec leurs enfants⁸). Une bonne partie des activistes se sont installés en Occident ; ils ont parfois adopté la nationalité du pays où ils vivent, sans s'y intégrer pour autant. Plus surprenant, aucun n'a d'antécédents de militantisme islamique ou politique. Après une vie « normale », ils se sont pour la plupart ré-islamisés en Occident, comme le Marocain Ahmed Ressam, ou bien Mohammed Atta. Bref, ils ont rompu avec leur pays d'origine (Arabie Saoudite, Algérie ou Égypte), avec leur famille et aussi, bien sûr, avec leur pays d'accueil, un parcours qui n'est pas sans rappeler celui de Khaled Kelkal, principal auteur des attentats de 1995 en France.

Loin de représenter une communauté religieuse, dont ils se sont mis à la marge, ou une culture traditionnelle, dont ils ne connaissent rien et qu'ils récusent, ces nouveaux militants s'inscrivent presque tous dans un parcours de rupture suivie d'une ré-islamisation individuelle, où l'on se fabrique

⁸ Les parents de Nizar Nawar, l'auteur présumé de l'attentat contre la synagogue de Djerba, dans lequel ont péri des touristes allemands, vivent à Saint-Priest, près de Lyon, et déclarent que leur fils n'est pas spécialement croyant qu'ils ne l'ont pas vu depuis plusieurs années...

« son » islam, comme le montre le testament de Mohammed Atta . Ces néo-fondamentalistes ne se reconnaissent aucun maître en islam et mènent d'ailleurs souvent une vie fort peu conforme aux préceptes de la religion (on invoquera la *taqya* , la dissimulation, mais celle-ci est justement une innovation dans le monde sunnite). Pas plus qu'il n'est l'expression d'une tradition musulmane, Ben Laden ne reflète les conflits du Moyen-Orient. Il est absent de Palestine, de Turquie, de Syrie, d'Irak, du Liban... Même si la plupart des activistes d'*Al-Qaïda* sont originaires d'Arabie Saoudite, d'Algérie et d'Égypte, la plupart de ceux de la seconde génération, sauf les Saoudiens, sont venus en Afghanistan, ou dans d'autres pays cibles, à partir d'Europe et non pas du Moyen-Orient. Si l'on peut supposer que le Groupement Islamique Armé (le GIA) partage ses idées, aucun partisan de Ben Laden ne vient des maquis algériens, mais tous sont passés par Marseille, Paris ou Strasbourg. Le responsable de l'enlèvement, en février 2002, du journaliste Daniel Pearl au Pakistan, Cheikh Omar, est né en Angleterre et est revenu s'établir au Pakistan. Les auteurs de l'attentat contre un hôtel de Marrakech au Maroc, en 1994, venaient de la Cité des 4000, à La Courneuve. Bref, la violence islamique dans les pays musulmans semble parfois être... une importation de l'Occident.

Même les membres d'*Al-Qaïda* qui représentent des partis islamistes actifs au Moyen-Orient semblent désormais en être déconnectés. Si al-Zawahiri, le bras droit d'Oussama Ben Laden, est le chef du mouvement *Jihad* égyptien, comment expliquer qu'aucun attentat islamiste n'ait eu lieu dans ce pays entre 1998 et 2002 et que le gouvernement du Caire ait libéré des centaines de membres de ce mouvement?⁹ Les *jihad* auxquels se réfère Ben Laden sont tous situés à la périphérie du monde musulman : la Bosnie, le Kosovo, la Tchétchénie, l'Afghanistan, le Cachemire, les Moros des Philippines, sans parler bien sûr de New York. On a vu Ben Laden au Soudan, au Yémen, en Afghanistan. Il a frappé en Afrique de l'Est. Mais il n'a parlé de Jérusalem qu'à l'annonce de l'attaque américaine sur l'Afghanistan. Enfin, il n'a pas de stratégie ni d'objectifs politiques : rien n'était prévu pour le lendemain du 11 septembre. Contrairement aux islamistes « classiques » dont la violence, même sous la forme terroriste, vise un but stratégique et national ¹⁰ et peut donc être « négociée », les nouveaux radicaux ne se soucient ni de programme ni de résultat concret. Ils meurent pour la signification du geste mais pas pour son résultat, ils sont dans la réalisation de soi et donc dans une dimension mystique, mais pas dans l'ordre politique. Il n'y a donc rien à négocier.

En revanche, la continuité de l'action de Ben Laden avec la mouvance anti-impérialiste et tiers-mondiste occidentale des années 1960 et 1970 est frappante. Des militants internationalistes, venus cette fois de l'Occident, se lançaient dans le soutien des mouvements du Moyen-Orient, s'entraînaient dans la plaine de la Bekaa et détournaient des avions, comme la *Fraction Armée rouge* de la bande à Baader. En France, les militants d'*Action directe* finirent, lors de leur procès, en 1994, par tenir le même discours antisémite que Ben Laden (et, incidemment, que bien des membres de la FAR). La conversion de Carlos à l'islam, comme le passage d'un avocat de Baader à l'extrême droite, illustrent aussi sans doute une certaine continuité. Certains réseaux islamiques activistes en France, tant pour le groupe Kelkal que dans le « gang » de Roubaix, mettent en scène de jeunes prolétaires et quelques fils de bonne famille qui, une génération plus tôt, auraient rejoint la Gauche prolétarienne ou Action directe, mais qui, dans ce mélange de délinquance légitimée par l'anti-impérialisme et de rejet d'une société « pourrie », se convertissent aujourd'hui à l'islam pour aller en Bosnie. On s'interroge désormais sur la fascination qu'exerce Ben Laden sur les jeunes en rupture, mais se souvient-on de celle exercée par Baader (sans parler de Mao) ?

Ce n'est pas Saint-Pierre de Rome que Ben Laden a attaqué. Ce n'est même pas le mur des Lamentations. C'est *Wall Street*. Curieux personnage, lui-même capitaliste et boursicoteur, qui n'est certes pas un farouche adversaire de l'économie de marché, mais qui reprend les cibles et un certain discours d'une extrême gauche anti-impérialiste et tiers-mondiste aujourd'hui moribonde. Ben Laden est un homme moderne, et bien de notre monde. Certes, nous ne disons pas qu'il est un homme d'extrême gauche, ni que son combat tire une légitimité de ce passé emprunté. Mais on ne peut comprendre son mouvement que si on l'inscrit dans une double filiation, tout autant occidentale

⁹ Zawahiri a d'ailleurs été désavoué après l'attentat du 11 septembre par Ousama Rushdi, un des chefs des Gama'at, en exil aux Pays-Bas

¹⁰ pour les Iraniens, c'était obliger la France à cesser son soutien à l'Irak et à quitter le Liban en 1985 ; pour les Palestiniens, en 2002, obtenir le départ des troupes israéliennes

que musulmane : celle d'un discours islamique radical de rupture avec les sociétés existantes jugées corrompues (celui que tiennent les Talibans), mais aussi d'un anti-impérialisme tiers-mondiste exacerbé et qui ne se reconnaît pas dans le mouvement actuel anti-globalisation, perçu sans doute comme réformiste, pacifiste ou trop occidental. On retrouve des références anti-impérialistes chez un homme aussi peu de gauche que l'ambassadeur des Talibans au Pakistan, Abdul Salam Zaeef, qui écrit

« Tout le monde sait que l'impérialisme américain est le protecteur du capitalisme global. [Celui-ci] a choisi les Américains comme chien de garde du fait de la sauvagerie qu'ils ont exercée lors de la Deuxième Guerre mondiale [sous-entendu contre les Allemands et les Japonais] »

Evidemment une alliance avec la gauche anti-impérialiste et pacifiste est presque impossible, même si cette dernière a en général vigoureusement condamné la campagne américaine en Afghanistan. Les problèmes de l'alliance potentielle avec la gauche sont bien décrits par un militant islamiste britannique, Iqbal Siddiqi, dans un article intitulé « La potentialité et les pièges d'une coopération avec les non-musulmans qui critiquent l'Occident et l'Amérique ¹¹ ». Il résume bien le problème :

« Alors que de nombreux non-musulmans sont très critiques envers les États-Unis, ils ont très peu en commun avec les musulmans. Le penchant anti-américain est le plus fort chez ceux qui sont le plus anti-religieux et en particulier le plus anti-musulman. La dure vérité est qu'il y a vraiment peu de non-musulmans -s'il y en a- qui comprennent que nous voulons une aide inconditionnelle ou bien être laissés à nous-mêmes pour régler nos problèmes. »

Nous touchons ici la limite de l'occupation du terrain anti-impérialiste par les radicaux du *jihad*. Contrairement aux islamistes qui ont compris l'inéluctabilité des alliances et donc du respect de l'autre, et contrairement aux musulmans modérés, même très conservateurs, qui côtoient les croyants non musulmans et mènent des actions en commun, les néo-fondamentalistes radicaux ne peuvent accepter que la conversion à l'islam. Ils sont donc enfermés dans un communautarisme à l'intérieur même du monde musulman, et donc leur mouvement se limite lui-même.

Reste la dernière question : pourquoi le discours anti-impérialiste le plus radical se nourrit-il aujourd'hui de la référence islamique ? Il y a sans doute à cela des raisons sociologiques : les espaces d'exclusion sociale (c'est-à-dire les banlieues ou les quartiers difficiles) sont largement peuplés d'une population d'origine musulmane. De même, la ligne de fracture entre Sud et Nord passe par des pays et des populations musulmanes. Le retour à l'islam participe d'une identité protestataire. Mais l'explication strictement sociologique reste assez pauvre. L'islamisation des banlieues européennes est un phénomène réel mais somme toute marginal : les choix des jeunes de banlieue - qu'ils soient vestimentaires (la *marque*), alimentaires (*fast-food*), musicaux (*rap*), linguistiques (*verlan*), etc. — relèvent plus d'une sous-culture urbaine occidentale que d'une ré-islamisation. Les mouvements radicaux islamiques sont loin d'y être comme des poissons dans l'eau. Ils fonctionnent plus comme des sectes à l'intérieur même des populations musulmanes que comme l'avant-garde révolutionnaire d'un mouvement de masse. Il leur manque les relais, les syndicats, les associations. En fait, on ne peut pas voir dans le radicalisme islamique une conséquence de l'exclusion sociale, non seulement parce que beaucoup de militants n'ont rien de marginaux en termes socio-économiques (ainsi de Ben Laden lui-même), mais surtout parce que ce radicalisme est la conséquence d'une mutation de l'islam contemporain, marginale mais ô combien visible.

Mais, plus que jamais, il faut distinguer la radicalisation religieuse propre au déracinement, à l'acculturation et à la recomposition identitaire, d'une part, et la violence au Proche-Orient, d'autre part, qui mêle un nationalisme moderne, mâtiné de panarabisme, avec un retour de l'anti-impérialisme et du tiers-mondisme, nourri du ressentiment contre les États-Unis et leur soutien inconditionnel à Israël. C'est ce nationalisme exacerbé, et non pas le panislamisme, qui menace le régime égyptien ou la famille royale saoudienne, même si la bannière verte a remplacé le drapeau rouge. Sur le plan stratégique, le grand acquis de la décennie 1990 a été le découplage entre le conflit israélo-arabe et les tensions dans le Golfe. Grâce aux accords d'Oslo, le conflit entre Israël et les Arabes est devenu un conflit entre Israéliens et Palestiniens pour le partage d'une même terre. En reconnaissant la légitimité

¹¹ il évoque un meeting à la School of Oriental and African Studies de Londres, le 23 octobre 2001, sur le thème suivant : « Guerre contre le terrorisme ou croisade contre l'islam ? »

du peuple palestinien, les accords d'Oslo ont cessé de faire d'eux les pions des régimes arabes et ont ramené un conflit de dimension régionale à une relation bilatérale arbitrée par Washington. Egypte, Jordanie et Syrie sont passées au second plan, tandis que la rue arabe n'avait plus de raisons de s'identifier aux Palestiniens négociant avec Tel-Aviv leur existence en tant que nation parmi d'autres. Avec la reprise du conflit et l'effort fait par le gouvernement israélien pour l'internationaliser, en identifiant Arafat à Ben Laden et en parlant systématiquement de conflit israélo-arabe, cet équilibre fragile s'effondre et les Palestiniens redeviennent le symbole de l'humiliation des Arabes et du double langage américain. Le sentiment d'être assiégé, nié et méprisé se vit alternativement au niveau du nationalisme et de l'islam.

Curieuse dissymétrie entre l'Occident, qui voit en l'islam une religion montante et conquérante, et les musulmans qui se vivent comme une minorité brimée, y compris dans les pays musulmans. C'est ce décalage qui est explosif, parce qu'il ne permet pas de penser une négociation, que ce soit sur le plan stratégique et diplomatique ou bien sur celui de l'identité.¹²

Olivier Roy

PRESSE ARABE

LE C.T.J.A. A LU POUR VOUS...

- | | | |
|--------------------------|-------------|---|
| 1. Asharq-al-Awsat (M.O) | sept.2001 | « Propagation de l'Islam et formation en “ terre étrangère ” » |
| 2. id. | (sept.2001) | « La coordination entre les Centres Islamiques en Suisse » |
| 3. id. | (déc. 2001) | « L'Union Fédérale des mosquées en Belgique » |
| 4. id. | (aout 2002) | « Les Musulmans en Europe : soupçons et entraves » |
| 5. Islamische Zeitung | (mars 2003) | « En Allemagne: les étudiants s'interrogent sur l'islam » |

1. Propagation de l'Islam et formation des musulmans en “ terre étrangère ”

Du fait de l'immigration, des millions de musulmans vivent en « terre étrangère », hors de l' umma, dont plus de 12 millions dans la Communauté Européenne. Comment alors établir des liens avec ces exilés volontaires à la recherche d'un travail qui les fasse vivre, eux et leurs familles, et par quels moyens assurer leur formation religieuse ? Le Journal du Moyen-Orient “ Asharq Al-Awsat “ relate un colloque sur ce thème organisé au Danemark (Sept. 2001)

Avant-hier s'est ouverte la première séance du 5ème colloque culturel à Copenhague, au Danemark, en présence de personnalités saoudiennes de marque. Le thème de ce colloque tournait autour des liens à établir avec le monde musulman. Ce colloque est une bonne nouvelle qui réjouit le cœur. Le musulman à l'étranger sent le besoin urgent que l'on se penche sur sa situation et sur les difficultés qu'il rencontre.

Parler de “liens à établir“, cela veut dire se préoccuper de gérer les exigences de la propagation de l'islam et répondre aux besoins des émigrés et des minorités musulmanes à l'étranger en établissant des liens étroits entre les instances responsables du monde musulman et les institutions musulmanes à l'étranger. Il s'agira de s'adapter aux situations et aux évolutions en vue d'adapter les buts recherchés et les moyens qui s'imposent. Etablir ces liens est bien dans la ligne de ce qu'a dit le Prophète : « *Tous les croyants sont reliés entre eux comme les membres d'un même corps* ». Il s'agira

¹² selon l'expression de Riva Kastoryano dans *la France, l'Allemagne et leurs immigrés : Négocier l'identité*, Paris, Armand Colin, 1997

aussi de servir l'unité de la foi et de tirer profit du savoir authentique, au double plan doctrinal et culturel.

Il s'agira aussi de supprimer les obstacles linguistiques, spirituels et pédagogiques qui pourraient entraver l'unité entre les croyants, d'armer ceux-ci pour les mettre à l'abri de toute déviation au plan de la foi et des mœurs et d'amener les émigrés à avoir une forte personnalité, capable d'adopter tout ce qui est positif sur le plan scientifique dans le monde occidental et de savoir l'adapter...

Quant aux moyens, on encouragera les pèlerinages aux lieux saints qui permettront aux croyants de mieux se connaître les uns les autres; de mieux connaître leurs pays d'origine, les gens de leur pays, et veiller à répandre le Coran. On privilégiera dans ce but les moyens audio-visuels, les moyens de communication sociale, les bourses d'étude, l'internet. Il faudra aussi encourager les oeuvres de bienfaisance en même temps que l'extension de la culture islamique par tous les moyens en notre possession.

⌘ Etablir des liens organiques entre les centres islamiques :

Le Cheikh Muhammad Abdel Hadi al-Omari, le responsable de la confrérie des *Gens du Hadith* à Birmingham en Grande Bretagne, a présenté le thème des liens à établir entre les différents organismes islamiques.

Il a insisté sur le rôle indispensable de ces organismes pour la sauvegarde des sociétés musulmanes dans les pays occidentaux. Ces organismes ont pour but de veiller aux droits des musulmans, d'éveiller les consciences à ce qui a trait aux sciences islamiques, de répandre l'Islam, de prendre la défense des musulmans, de faire face au travail de sape entrepris contre l'Islam. Ce qui demandera une grande coordination pour éviter la dispersion des forces.

Il faudra multiplier les rencontres, les colloques, rassembler tout ce qui s'écrit sur l'Islam et savoir y répondre, mettre au point les méthodes scientifiques adéquates, composer des livres à cet effet, les distribuer dans les mosquées et les centres islamiques, s'employer à attribuer des diplômes officiels dans les matières islamiques, mettre au point des programmes scolaires et livres appropriés.

⌘ La définition islamique des liens à établir.

Le docteur Nadim Ata Elias, directeur du Conseil supérieur islamique en Allemagne, a présenté une fiche de travail ayant pour titre : La connexion avec les sociétés locales dans lesquelles on travaille. Il s'est attaché à montrer quel sens musulman on pouvait donner au terme "relations" avec les non-musulmans et l'ouverture à eux, à la situation des musulmans en Occident, les moyens à prendre pour y faire face et les programmes qui s'imposent.

Dans les relations avec les non-musulmans, il faudra s'appliquer à leur parler, à débattre avec eux, à établir avec eux des liens et des relations en s'inspirant de ce qu'on fait les prophètes et leurs disciples. Il faudra prendre garde, dans cette ouverture à l'autre, à préserver son identité, veiller à suivre le principe de recommander le bien et d'interdire le mal, s'armer de patience et de longanimité et montrer les aspects positifs de la *Chari'a*.

⌘ Poser les fondements d'un programme équilibré.

Le Cheikh Abdel-rahman ben Abdelaziz Sadis, Imam de la Mosquée Sacrée, a traité le thème de la "Mission des Organismes islamiques dans les assises du programme du juste milieu". Les programmes de la *Da'wa* (propagation de la foi) sont basés sur des fondements et des moyens bien précis. On entend par "modération" la prise en compte de la justice, de la droiture et du juste milieu. Les fondements doivent être recherchés dans le Coran et la *Sunna* qui ont pour but de nous faire connaître Dieu à travers ses Noms, ses attributs, ses prescriptions et ses récits ; ce qui demande longue patience et pureté d'intention. Le conférencier a lancé l'idée de fonder un Centre en Occident où les savants se relayeraient pour donner un enseignement juridique organique et où seraient étudiés les problèmes auxquels sont confrontés les musulmans en Occident.

Il fut question dans une troisième séance de la *Fatwa*. Etant donné l'éloignement géographique, linguistique et l'agression culturelle dont souffre le musulman dans ses relations avec les non-musulmans, il est important qu'il ait des références précises pour ne pas oublier les principes moraux de sa religion.

Il faudra prêter une attention particulière à la famille qui se doit de transmettre au musulman sa foi, en se basant sur ce que la loi lui dicte pour ce qui concerne sa vie privée, ses relations familiales et filiales ; et aussi l'engager à s'éloigner de tout ce qui n'est pas en accord avec la loi de Dieu...

Imâm Muhammad Imâm

2. La coordination entre les Centres Islamiques en Suisse.

Le même journal (Sept. 2001) évoque ce problème abordé par la Ligue du Monde Islamique pour la Suisse, en passant en revue différentes questions concernant la minorité musulmane, en particulier la sauvegarde de son identité face aux difficultés rencontrées.

La *Râbita*, la Ligue du monde islamique, adopte le projet d'une institution de coordination entre les différents centres islamiques en Suisse. Son secrétaire général promet de prendre en charge le projet de traduction des termes coraniques dans les langues locales suisses.

Le Dr Abdallah Ben Abdallah Ben Abdelmuhsin Turki, secrétaire général de la *Rabita* et l'un des grands *Ulamas* d'Arabie Saoudite, a rencontré un certain nombre de présidents et directeurs des centres et associations islamiques de Suisse. Il en a profité pour passer en revue différentes questions concernant les minorités et les émigrés musulmans en Suisse.

Il a d'abord insisté sur la nécessité d'unifier les musulmans au plan du discours et de la solidarité, pour n'avoir en vue que leur bien et la gloire de Dieu. Il a poursuivi en insistant sur le devoir de tout musulman de transmettre le message à tous les hommes en ayant recours à la sagesse, la bonne parole et les débats menés de la meilleure façon, selon ce que recommande le Coran.

Il a fait remarquer que les émigrés s'étant maintenant implantés dans les pays d'accueil, il faudra aussi planter la religion, notamment en veillant sur leur identité musulmane. Il s'agit d'exhorter les gens à aller à Dieu. Ce faisant ils obéissent à la Parole de Dieu qui enjoint de « *faire naître une communauté qui sache commander le bien et interdire le mal* ». L'Islam est la religion venue en dernier lieu pour parfaire les religions et les messages qui l'ont précédée. Aussi est-elle animée par un dynamisme constant qui l'amène à se renouveler dans l'esprit des hommes en lisant le Coran et en le comprenant en vérité, étant donné que l'Islam est la religion du juste milieu et de l'équité. C'est pourquoi Dieu en a fait « *la nation la meilleure qui ait été suscitée pour les hommes, nation qui commande le bien, interdit le mal et prône la foi en Dieu.* »

On doit considérer les Centres islamiques comme autant de tribunes qui, en Occident, servent de lieux de culte. La *da'wa* (propagation) exige de ceux qui l'exercent qu'ils se gardent des attrait du monde, des passions désordonnées, qu'ils soient désintéressés dans leur travail, n'ayant d'autre but que de travailler pour la gloire de Dieu. Ils se doivent de donner le bon exemple à l'image du Prophète qui fut « *pour vous un bel exemple à suivre* ». La *da'wa* devra se faire dans la ligne de la prophétie. Ce qui implique que l'on soit versé dans les sciences juridiques, dans la connaissance du Livre de Dieu et la *Sunna* du prophète, que l'on se mette en garde contre des interprétations personnelles qui ne peuvent semer que le désordre et la division dans les rangs des musulmans.

L'action des musulmans en Occident a besoin de gens dévoués qui se doivent d'être de bons guides au plan de la foi et de la vie. Que de peuples ne se sont-ils pas ralliés à l'Islam par des voies autres que la conquête, gagnés qu'ils furent par la bonne conduite des croyants ? Il s'agit pour le musulman d'être exemplaire au plan des mœurs, de la conduite et de la propagande. Il faudra aussi, dans les différents Centres, exploiter les divers moyens techniques et matériels en vue d'appeler à Dieu.

M. Turki a précisé qu'il était tout disposé à écouter les responsables des différents Centres et associations culturelles islamiques pour être au fait des difficultés qu'ils rencontrent, de leurs préoccupations, connaître leurs priorités dans leur travail et voir alors quelle forme d'aide pourrait leur apporter la Ligue du monde musulman en vue de promouvoir l'action islamique en Suisse.

Il a aussi ajouté que la Ligue est d'accord, si les présidents des Centres le veulent bien, de créer une commission pour la coordination entre tous ces Centres, les institutions et autres instances pour mieux faire face aux difficultés et résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les musulmans dans ce pays. Il a dit aussi qu'il était possible de créer, en faveur des musulmans, une

caisse de bienfaisance, gérée par cette commission dans le futur, qui serait à même de définir les priorités et veiller à l'exécution des grands projets concernant l'enseignement, la jeunesse et autres questions, tout en se gardant de s'immiscer dans les questions internes et la gestion des Centres, n'ayant en vue que la coordination, la concertation pour les stratégies générales à adopter face aux questions importantes.

Le secrétaire général a promis aussi que la Ligue prendrait à son compte tout projet étudié en vue de traduire le contenu du Coran dans les langues locales suisses. Au cas où il se trouverait un savant juriste qui posséderait le minimum requis à cet effet, il en serait de même pour la langue anglaise ou la langue française. La Ligue est toute disposée à assurer un salaire à condition que le travail se fasse dans le cadre d'une université suisse ou sous l'égide d'une institution islamique à Genève.

Imâm Muhammad Imâm

3. L'Union Fédérale des mosquées en Belgique.

En Décembre 2001, " Asharq Al-Awsat "se penche sur la même question en Belgique, soulignant le rôle important que doivent jouer les mosquées pour résoudre les problèmes des émigrés, face aux attaques de la religion islamique

L'Union Fédérale des mosquées en Belgique, qui regroupe toutes les associations annexes situées dans un pays qui compte plus de 120 mosquées, à l'occasion de l'annonce officielle de sa création, a organisé une réception qui rassemblait un grand nombre de membres des communautés musulmanes vivant en Belgique. Etaient présents également plusieurs délégués musulmans siégeant au parlement de la capitale et à l'assemblée fédérale belge ; des responsables belges les accompagnaient.

Le Cheikh Hassan Ben As-Sadîq, un des plus anciens propagandistes musulmans, célèbre dans la capitale belge, a pris la parole pour dire que la fusion des associations relevant de l'Union fédérale était l'un des objectifs les plus importants que comportait le programme des activités de l'association. Le regroupement de toutes les associations dans une Union Fédérale a été décidé à un moment où l'Islam et les Musulmans doivent faire face aux attaques des ennemis de cette religion, surtout après les événements qui ont eu lieu aux Etats-Unis en septembre dernier. Il a précisé que l'Islam condamne de tels actes terroristes qui frappent des personnes innocentes. Malgré la condamnation de ces actes criminels par des organisations arabo-musulmanes, spécialement le Congrès Islamique et la Ligue Arabe, les ennemis de l'Islam ont trouvé dans ces événements l'occasion de s'attaquer à la religion islamique, alors qu'il n'est pas permis de rendre une religion dans son ensemble responsable de la faute de l'un de ses membres, ou d'un groupe de ses adhérents.

Ces attaques contre l'Islam ont eu lieu alors qu'il n'y avait pas encore de preuves décisives sur l'identité des auteurs de l'attentat. Les médias occidentaux ont aussitôt accusé des musulmans, sans trop réfléchir et sans avoir de certitude. Ce n'est pas la première fois que l'on constate ce comportement pour condamner l'Islam, alors que, plus tard, son innocence a été reconnue. L'exemple le plus récent en est l'explosion qui s'est produite à Oklahoma-City, aux USA : les médias se sont empressés d'accuser des musulmans, alors qu'à la suite de l'enquête, c'est un citoyen américain, n'ayant aucun lien, ni de près, ni de loin, avec l'Islam, qui a été reconnu comme l'auteur de cet attentat.

Le Cheikh As-Sadîq a ensuite parlé du rôle des mosquées par rapport à cette campagne de dénigrement de l'Islam : « Il faut nous en tenir au rôle essentiel que doivent jouer les mosquées dans la *Da'wa* (la proclamation), et l'action de tout musulman dans la sauvegarde des mosquées, conformément à ce qui est ordonné dans le Coran et les *Hadiths*, pour qu'elles puissent être efficaces dans le domaine de la prédication et faire face aux campagnes actuelles contre la religion musulmane.

Plusieurs invités, religieux musulmans résidant en Belgique ou venus de l'étranger, ont pris la parole pour souligner l'importance du rôle des mosquées dans les difficultés que rencontrent les

musulmans, et la nécessité d'unifier les positions d'un chacun pour former un ensemble solide capable de s'opposer aux campagnes de dénigrement de l'Islam.

Un des 'Ulamas venu tout spécialement des "Territoires Occupés" de Palestine, représentant l'Imâm de la mosquée "Al-Aqsa" de Jérusalem, a affirmé que les mauvaises conditions de vie des musulmans et des chrétiens en Terre Sainte étaient un pur produit du terrorisme, et qu'il fallait porter secours à tous ces innocents pour les délivrer de cette situation intolérable. Il a invité tous les musulmans à s'unir par les discours et les actes, pour que l'Islam triomphe partout dans le monde, étant donné qu'ils sont tous frères et que leur communauté est entre les mains de Dieu.

Il a insisté pour que ne tombent pas dans l'oubli les souffrances quotidiennes du peuple palestinien victime de l'occupation israélienne. Il a souhaité que tout soit fait pour que soient assurées la protection et la défense des lieux saints de l'Islam... Après cela les participants se sont congratulés à l'occasion du mois de *Ramadhan*.

Abdallah Mustafa

4. Les Musulmans en Europe : soupçons et entraves.

Asharq Al-Awsat (Moyen.-Orient) revient en Août 2002 sur ces soupçons qui, souvent sans preuve, attribuent à la communauté musulmane dans son ensemble les actions terroristes qui frappent, comme celles du 11 septembre, le monde occidental

L'Union Européenne va-t-elle s'engager dans une guerre muette à l'encontre de ceux des individus dont il semblerait qu'ils portent sur eux les signes d'une appartenance musulmane ? Cette question n'est plus théorique, car les moyens d'information français, italiens et espagnols ont déjà diffusé de nombreux reportages qui évoquent la manière dont les musulmans doivent faire face à de nouveaux obstacles au cours de leurs démarches pour obtenir des emplois et des places dans les universités.

Ainsi, en Allemagne, un texte de loi vient de demander aux chefs d'entreprises des industries stratégiques de fournir des renseignements détaillés au sujet des travailleurs musulmans. Il n'est plus possible pour des musulmans de trouver un emploi sur les lignes aériennes, les lignes et les installations ferroviaires, les centres de recherche chimique et biologique et même les secteurs de l'information classés comme stratégiques. De nombreux Etats musulmans désirent que l'Union Européenne adopte un régime unique afin de vérifier les renseignements spécifiques concernant les musulmans. Alors que des Organisations humanitaires font état, dans la plupart des Etats de l'Union Européenne, d'une hausse du taux moyen de refus des demandes d'asile présentées par des émigrés musulmans.

Tout cela, au nom de la lutte contre le terrorisme engagée depuis les agressions du 11 septembre contre New York et Washington, sert de prétexte pour soupçonner tous les musulmans. Certains libéraux européens justifient les mesures prises à l'encontre des musulmans par des raisons politiques en prétendant que ces mesures sont nécessaires afin de détourner les électeurs du soutien des partis nationalistes extrémistes et xénophobes. Remarquons ici qu'un argument analogue a déjà été employé en Allemagne au début des années trente du siècle passé quand certains libéraux alléguèrent que témoigner d'un peu d'animosité envers les sémites et d'une certaine hostilité à l'encontre du communisme, stopperait la progression des Nazis vers le pouvoir.

Le nombre des musulmans dans les Etats de l'Union Européenne pourrait atteindre actuellement 12 millions de personnes environ, la moitié d'entre eux à peu près étant détenteurs de la nationalité du pays où ils vivent. Et comme les musulmans qui vivent dans les Etats européens tirent leur origine d'ethnies, de cultures, de nationalités multiformes, cela rend impossible de les fondre dans un ensemble uniforme et de les transformer en symbole pour la nouvelle peur occidentale. Personne ne nie qu'en de nombreux Etats et depuis des années, certains musulmans se sont fourvoyés dans le terrorisme ; mais on ferait bien de se souvenir que la majorité des victimes de ce que l'on appelle le terrorisme islamique sont eux-mêmes des musulmans, que ce soit en Algérie, en Iran, en Afghanistan ou au Pakistan, sans compter les autres Etats qui subissent la violence.

Il est dans la tradition européenne de refuser d'imputer une faute à une personne sur la base de simples soupçons car on considère que les individus sont responsables de leurs comportements. Faire semblant d'ignorer cette tradition représenterait une trahison et une violation des valeurs européennes fondamentales qui se sont constituées au terme d'un long processus à l'issue de la période des siècles obscurs. De même, la méconnaissance de cette tradition ferait rétrograder l'Europe au niveau des Etats répressifs du Tiers Monde qui fondent entièrement leur politique sur la peur et le soupçon.

Ahmad Al-Rab'i

IN MEMORIAM

*Nous allions mettre sous presse ces textes arabes,
saisis sur Internet et repris par le Centre de Traducteurs de Journaux Arabes (CTJA),
lorsque nous avons appris le décès à Amiens, le 1^{er} avril 2003, à 83 ans,
du Père Antoine MOUSSALI, son principal collaborateur.
Nous prions ses frères Lazaristes et sa famille de croire à toute notre sympathie*

5 . En Allemagne: les étudiants s'interrogent sur l'islam

L'Islamische Zeitung du 28 mars 2003(Berlin) dans son « religioscope »

Comme dans d'autres régions du monde, l'intérêt pour l'islam se développe dans les universités allemandes. Mais nombre d'enseignants offrent des cours qui ne répondent pas aux interrogations des étudiants sur les développements contemporains.

Beaucoup d'étudiants allemands qui suivent aujourd'hui des cours sur l'islam espèrent y trouver des clés pour comprendre les événements contemporains, constate Michaela Lehmann. Le syndrome du 11 septembre est passé par là

Cependant, le contenu des cours d'islamologie est loin de répondre toujours aux attentes. Plusieurs étudiants se plaignent que les cours ne soient "*pas adaptés à l'actualité*". Depuis plusieurs décennies, dans nombre d'universités, les programmes n'auraient guère changé: l'arabe est enseigné comme le latin et le grec, l'accent est mis sur les époques passées de l'islam plus que sur la période contemporaine.

Face à ces critiques, les professeurs se défendent: la connaissance des bases reste indispensable et l'étude du passé fournit aussi des clés pour la compréhension du présent. "*Devons-nous nous lancer dans l'étude du terrorisme?*", proteste l'une des enseignantes, Birgitt Hoffmann de l'Université de Bonn. Elle se déclare convaincue que la branche a pourtant bel et bien changé et que la situation contemporaine est de plus en plus prise en compte. Mais, ajoute-t-elle, tous les professeurs ne mettent pas l'accent sur celui-ci. En outre, la plupart des instituts ne comptent qu'un ou deux professeurs: on ne peut pas leur demander de parler de tout.

En ce qui concerne l'islam radical - thème devenu brûlant depuis le 11 septembre - le nombre de chercheurs qui travaillent dans ce domaine en Allemagne est très restreint. Et ils sont aujourd'hui tous très sollicités, non seulement par les médias, mais également par les sphères politiques.

Les services officiels allemands (affaires étrangères, police, services de renseignement) se sont lancés dans une politique de recrutement intensif de spécialistes du monde musulman. En revanche, selon l'enquête de Michaela Lehmann, les universités n'ont pas créé de nouveaux postes. Entre recherche fondamentale et réponse aux besoins de la société, le travail universitaire se trouve souvent confronté à des attentes contradictoires qu'il est difficile de satisfaire simultanément.

#####

Les Églises de Jérusalem, de Bagdad et de Sarajevo disent non à la guerre

A l'heure où la guerre fait des ravages en Irak, nous ne pouvons clore ce numéro sans penser au million et demi de chrétiens orientaux qui sont pris dans la tourmente et sans répercuter l'appel des patriarches de la région

"En ce moment de préoccupation internationale, nous sentons tous le besoin de nous tourner vers le Seigneur pour implorer le grand don de la paix".

Nous, les pasteurs de l'Eglise chrétienne à Jérusalem, à Sarajevo ainsi qu'en Irak, faisons nôtres ces paroles affligées du Pape, et voulons unir notre voix à la sienne pour demander la paix, don de Dieu, recherchée par tous les hommes et toutes les femmes de la terre. Notre voix est faible, mais nous voulons être la voix de tous ceux qui vivent dans notre terre, qui ont subi et continuent à subir la guerre, l'oppression et l'injustice, et sont devenus tragiquement le symbole de la souffrance, non seulement dans les années passées, mais encore aujourd'hui.

Nos villes ne sont pas toutes des villes saintes comme Jérusalem, et moins encore des villes catholiques, mais elles sont certainement des villes martyres. Nous qui avons vécu et continuons à vivre la tragédie de la guerre, nous voulons dire au monde entier, et surtout aux puissants de la terre: ne prenez pas le chemin de la guerre, parce qu'il est un chemin sans issue.

La paix est le seul chemin à parcourir, la seule direction obligatoire.

Il n'y a pas de violence, il n'y a pas de terrorisme, il n'y a pas de guerre qui ne porte avec soi d'autres violences, haines, destructions, souffrances et morts.

Le Christ est notre paix. C'est l'Evangile de la paix qui doit illuminer nos coeurs et guider nos choix afin que ces choix soient un refus total de la violence et de la guerre.

Nous nous adressons à tous, croyants ou non, hommes et femmes de bonne volonté, et surtout à ceux qui ont la responsabilité et le pouvoir de décider du futur, pour qu'ils fassent prévaloir le bon sens et le dialogue, en se rappelant que "la guerre est une aventure sans retour" Nous aussi, nous disons avec le Pape: *"Non à la guerre! La guerre est toujours une défaite de l'humanité"*.

Si la guerre est destruction et mort, les conséquences que la guerre porte avec elle inévitablement ne sont pas moins tragiques: divisions, haines et beaucoup de réfugiés.

Ils sont devant les yeux du monde les millions de réfugiés de la Bosnie et de toute l'exYougoslavie; les conditions invivables des Palestiniens, réfugiés dans leurs propres terres ou dans une terre étrangère. Et, en cas de guerre, combien seront-ils les réfugiés de l'Irak, qui iront s'ajouter à ceux qui ont déjà cherché un espoir de vie en s'évadant de cette terre saignée par la guerre et l'embargo depuis de nombreuses années?

Nous savons que dans chaque partie du monde se multiplient les rencontres de prière et des moments de confrontation civile et pacifique pour invoquer la paix, Ceci est un motif de grand espoir, espoir en Dieu qui écoute toujours la prière des petits, des pauvres et de ceux qui sont sans défense.

Ne nous laissez pas seuls, parce que le monde a besoin aujourd'hui de construire cet espoir.

24 février 2003

Michel Sabbah, Patriarche latin de Jérusalem, Président de Pax Christi Internationalis
Vinko Card. Puljic, Archevêque de Sarajevo
Raphael Bidawid, Patriarche de Babylone des Chaldéens, Irak

EEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEEE

SE COMPRENDRE

Rédaction: Philippe THIRIEZ Administration: Gabriel DEVILLE
Pères Blancs 7, rue du Planit 69110 SAINTE-FOY-LES-LYON
Tél.04 78 59 20 42 Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre) :

Europe : 27 € - Etranger: 32 € - Numéro (franco) : 3 € - CCP 15 263 74 H Paris

Site Internet: <http://www.comprendre.org>

adresse e-mail: contact@comprendre.org

